

dans tout les pays de l'univers; ce film a contribué de beaucoup à mettre les populations en garde contre une maladie spécifique, et à mieux renseigner sur les mesures préventives que n'aurait pu le faire tout autre mode de propagande.

Les affaires de la Ligue de la santé du Canada sont administrées par un bureau d'administrateurs qui comprend des médecins et des membres en dehors de la profession dans toutes les provinces. Le conseil de la ligue inclut des représentants d'autres associations, des membres nommés et des représentants de cent dix municipalités. Il a des succursales à Toronto, Ottawa, Winnipeg, Vancouver et diverses petites villes. On fait l'éducation sur la santé publique au moyen d'articles dans la plupart des journaux canadiens, de radiodiffusions hebdomadaires émanant de trente-huit stations canadiennes, de la publication de nombreuses brochures instructives et de représentations cinématographiques. Comme l'a dit un des orateurs précédents, on publie un magazine appelé *Health*, dont le tirage est de dix milles exemplaires. Je ne répéterai pas ce que l'on a dit au sujet de son organisation en 1920 et du travail qu'il a accompli, surtout en ce qui concerne les maladies vénériennes.

La question se résume à ceci: Est-ce que le Gouvernement, oui ou non, se rend compte du fait qu'il est de bonne politique économique de dépenser pour les maladies que l'on peut prévenir, ou bien veut-il attendre que les gens en soient atteints, l'Etat étant obligé de déboursier davantage pour les hospitaliser et les soigner? On a déjà fait observer à quel point est grande la perte économique, ce que coûte l'hospitalisation et ce que la maladie fait perdre en journées de travail.

En ce qui regarde les maladies vénériennes dans l'étude de ce problème, je ne saurais mieux faire que de lire une partie d'un éditorial paru dans le *Saturday Night* il y a quelques semaines. Voici:

Les derniers vingt-cinq ans de l'histoire du Canada ont été marqués par un progrès sensible. Mentionnons en particulier les succès obtenus dans le contrôle de certaines maladies auxquelles l'humanité est sujette. La fièvre typhoïde, la diphtérie et des maladies infantiles ont disparu dans une grande mesure. Les épidémies attribuables au lait sont devenues moins communes, grâce à la pasteurisation. Le progrès le plus remarquable, peut-être, dans le contrôle des maladies consiste dans la diminution de la mortalité due à la tuberculose et de la fréquence des maladies vénériennes. Dans un récent rapport de l'une de nos grandes compagnies d'assurance-vie, dans lequel ces progrès sont discutés, on fait observer que ceux-ci sont d'autant plus dignes d'attention qu'ils sont survenus durant la plus grande guerre de l'histoire, en dépit des plus terribles épidémies des temps modernes et de la plus grande dépression que le monde ait jamais connues.

[M. McCann.]

Les maladies vénériennes sont une flétrissure pour la civilisation. Un écrivain distingué, parlant de la prédominance de la syphilis aux Etats-Unis dit que c'est "une ombre qui s'étend sur le pays". C'est certainement une ombre, surtout dans un pays de cent vingt millions d'habitants, où l'on dit qu'il y a un demi-million de nouveaux cas chaque année.

Heureusement, une prompt intervention de la part des provinces et du Dominion, il y a quelques années, a suffi pour exempter le Canada, dans une mesure considérable, de cette ombre. Durant les premiers jours de la Grande Guerre, alors que les Canadiens s'inquiétaient, entre autre choses, des rumeurs à l'effet que nos jeunes gens dans l'armée étaient menacés de maladies vénériennes, des enquêtes dans le pays et outre-mer ont montré que, proportionnellement, il y avait plus de cas de syphilis et de gonorrhée dans la population du Canada que dans l'armée canadienne d'outre-mer. Cette révélation étonnante fut appuyée par des témoignages du Conseil canadien d'hygiène sociale, à la tête de la campagne, (avec l'aide d'hygiénistes et d'organismes publics), en vue de s'attaquer énergiquement au problème des maladies vénériennes. Comme résultat, le gouvernement fédéral, aida financièrement le Conseil canadien d'hygiène sociale (aujourd'hui la Ligue de la santé du Canada) afin qu'il continuât sa campagne d'éducation. Il augmenta également les subsides provinciaux pour le traitement des maladies vénériennes et la surveillance grâce à des subventions notables, avec le résultat qu'une centaine de cliniques de traitement furent établies dans tout le Canada. On fournit les remèdes nécessaires; des services sociaux furent créés et des cliniciens spécialistes nommés. Jusqu'en 1937 plus de cinq cent mille personnes furent soignées. Tout cela eut pour effet de réduire de beaucoup les prix d'entrée, dans plusieurs hôpitaux pour le traitement de ces maladies, et pour la syphilis, la diminution atteignit même 80 à 90 p. 100.

En 1931, le Conseil canadien d'hygiène, représentant les services d'hygiène de toutes les provinces, a recommandé au gouvernement fédéral que le plan en vigueur soit étendu et les subventions augmentées. En dépit de cette recommandation, le gouvernement de l'époque abolit la division des maladies vénériennes du service fédéral de la santé et cessa d'accorder des subventions aux provinces et au Conseil canadien d'hygiène sociale. Depuis cette date, on n'a rétabli qu'une fraction de la subvention accordée à l'association bénévole.

Etant donné le magnifique travail antérieurement accompli et le besoin urgent d'adopter constamment des mesures adéquates si l'on veut contrôler ces terribles maladies qui menacent la vie et le bien-être de la population, une nombreuse délégation s'est rendue auprès du ministre fédéral de la Santé, au mois de janvier, et a demandé de remettre le plan en vigueur. L'Association médicale canadienne, l'Association canadienne de la santé publique, l'Association des hygiénistes de l'Ontario, le Conseil national des femmes et le Conseil canadien de l'hygiène ont déjà approuvé le projet.

Et l'article ajoute que le gouvernement fédéral devrait recommencer sans délai à fournir de l'aide dans ce domaine.

Cette subvention de \$5,000 ne représente qu'une goutte d'eau comparativement à ce qu'il faudrait pour s'attaquer à la solution d'un problème aussi grave. Le Gouvernement devrait examiner l'opportunité de ré-